

Un bulletin d'information bimestriel pour les personnes qui souhaitent s'informer sur le changement climatique. Compilé par Anja Kollmuss et Thomas Schenk. Traduction française avec l'aide de Deepl et Ghjulia Sialelli. N'hésitez pas à faire circuler le Journal du climat. Vous pouvez vous abonner ici <https://bit.ly/Klimazeitung>

Table des matières

La guerre en Ukraine et les exportations d'énergie fossile de la Russie	2	Politique climatique internationale.....	9
Le plan de l'AIE contre la dépendance à l'égard de Moscou	2	Les programmes de relance face au Covid-19 ont peu profité au climat	9
L'UE veut se passer du gaz russe bien avant 2030	3	Les grandes entreprises en promettent trop avec leurs objectifs climatiques.....	9
L'Allemagne adopte des mesures d'allègement et veut construire des terminaux GNL.....	4	Nouveau rapport du GIEC tire la sonnette d'alarme, une fois de plus	9
La sécurité alimentaire menacée par la guerre .	5	Du nouveau sur le changement climatique .	11
Suisse : politique climatique et énergétique	5	Moins de banquise et une chaleur record dans l'Arctique et l'Antarctique.....	11
Initiative pour les glaciers	6	La menace d'incendies de forêt extrêmes augmente	11
Quel est le budget carbone de la Suisse jusqu'en 2050 ?	6	L'Amazonie et le permafrost risquent d'atteindre leur point de basculement	11
Développement plus rapide des sources d'énergie non fossiles et lobbying de la droite ..	7	Douze arguments typiques contre la protection du climat - et comment y répondre (en allemand)	12
Les centrales nucléaires et le débat exagéré sur la "pénurie d'électricité"	7		
Des étés plus secs.....	8		
Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat	8		
Politique climatique européenne.....	8		
Les vagues de chaleur mettent en danger des vies humaines en Europe	8		
La France veut développer rapidement l'énergie nucléaire, la Belgique prolonger son exploitation	9		
Les émissions de gaz à effet de serre de l'Allemagne repartent à la hausse	9		

La guerre en Ukraine et les exportations d'énergie fossile de la Russie

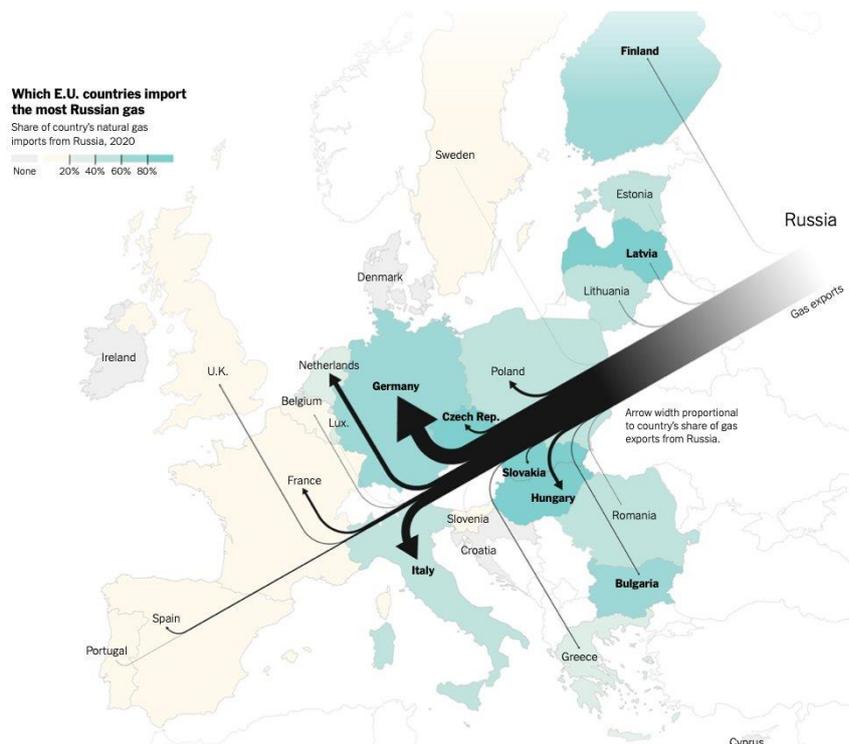
L'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis en lumière les exportations d'énergie de la Russie et les revenus qu'elles génèrent. Les statistiques énergétiques montrent clairement que la Russie finance la guerre en grande partie grâce à ses exportations d'énergie.

En 2021, les exportations russes de combustibles fossiles représentaient environ 250 milliards d'USD, soit 17% du produit intérieur brut de la Russie - nettement plus que les années précédentes en raison des prix élevés du gaz. Par jour, cela représente en moyenne près de 700 millions d'USD. Les exportations d'énergie représentent plus des deux cinquièmes des recettes de l'État russe ; la plupart des grands producteurs de pétrole et de gaz, tels que Gazprom et Rosneft, appartiennent de fait à l'État.

La Russie est l'un des plus grands exportateurs mondiaux de pétrole (13%), de charbon (17%) et de gaz fossile (26%). Les exportations de pétrole russe sont principalement destinées à l'Europe (48%), notamment à l'Allemagne et aux Pays-Bas (environ 11% chacun) et à la Pologne (7%), ainsi qu'à la Chine (31%). Les exportations de gaz sont également principalement destinées à l'Europe (72%), notamment à l'Allemagne, à l'Italie, à la France et à la Turquie (respectivement 16%, 12%, 8% et 6%). La Chine, la Corée du Sud et le Japon sont les plus gros importateurs de charbon russe (respectivement 17%, 12% et 10%). 31% de toutes les exportations de charbon russe sont destinées aux pays européens de l'OCDE.

Il existe deux possibilités pour réduire la dépendance à la Russie à l'égard des énergies fossiles : Soit développer le gaz naturel et le pétrole à l'échelle mondiale, soit encourager le dévelop-

pement des énergies renouvelables. Sans surprise, l'industrie pétrolière a réclamé le développement des infrastructures fossiles dès le début de la guerre. L'American Petroleum Institute, par exemple, a envoyé ses demandes au gouvernement Biden quatre jours seulement après l'invasion. Mais le développement de l'infrastructure pour l'exportation de combustibles fossiles n'est pas une solution à court terme, la construction d'un terminal d'exportation de gaz prend plutôt des années, écrit la conseillère en stratégie climatique Mary Anne Hytt (sur [Twitter](#), elle renvoie à des articles à lire sur les conséquences de la guerre sur la



Source : NYT : <https://t.co/AltrM5WIRJ>

crise climatique).

Pendant ce temps, la Russie tente de trouver de nouveaux marchés d'exportation en Chine. Début février - trois semaines avant l'invasion de l'Ukraine - les deux pays ont conclu de nouveaux contrats pétroliers et gaziers, dont un contrat gazier de 30 ans qui devrait augmenter d'un quart les livraisons de gaz russe à la Chine. La Russie et la Chine négocient également actuellement quatre nouveaux projets de gazoducs ([Carbon Brief](#)).

Le plan de l'AIE contre la dépendance à l'égard de Moscou

Dans un [plan en dix points](#), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montre comment les

importations de gaz en provenance de Russie pourraient être réduites d'un tiers en un an. Selon l'AIE, il est important de renforcer la coopération internationale avec les autres pays exportateurs de gaz naturel et les consommateurs de gaz. Les projets éoliens et solaires devraient en outre être développés plus rapidement. Pour cela, l'AIE appelle les politiques à mettre en place un programme de subventions à court terme qui couvrirait 20% des coûts d'installation de systèmes solaires sur les toits des maisons. Afin de réduire encore la demande en gaz, les chauffages au gaz devraient être rapidement remplacés par des pompes à chaleur. Les taux actuels d'installation de pompes à chaleur dans l'UE devraient être doublés à cet effet ([Stern.de](#)). Le rapport montre en outre comment la demande de pétrole pourrait être réduite de près de 10 % grâce à des changements immédiats de comportement.

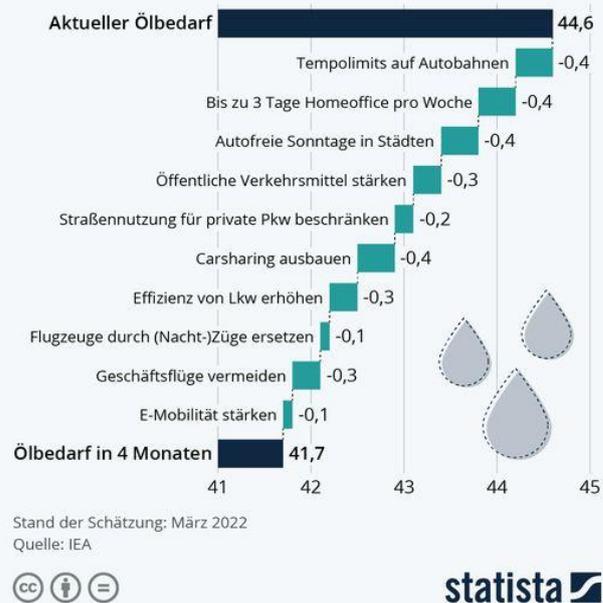
En outre, l'AIE demande que la bioénergie et l'énergie nucléaire soient fortement développées. Ces deux aspects ont été fortement critiqués par les ONG. En Europe, 10 000 tonnes de blé - l'équivalent de 15 millions de miches de pain - sont transformées chaque jour en éthanol pour les voitures. Si ce blé n'était plus transformé en biocarburant, il serait possible de compenser plus de 20% des livraisons de blé ukrainien qui font actuellement défaut sur le marché mondial. Mais même si l'Europe doublait ses surfaces cultivées pour les biocarburants - ce qui correspondrait à au moins 10% des surfaces cultivées dans l'UE - cela ne remplacerait que 7% des importations de pétrole de l'UE en provenance de Russie ([Transport & Environment](#)). En outre, une [nouvelle étude de l'institut de recherche Ifeu](#) montre que si les champs sur lesquels poussent actuellement les plantes destinées aux agrocarburants étaient renaturés et utilisés pour des installations solaires, on pourrait économiser trois fois plus de CO₂. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, il convient de noter que de nombreuses centrales nucléaires européennes utilisent de l'uranium qui a été enrichi en Russie ([NZZ](#), [paywall](#)).

L'UE veut se passer du gaz russe bien avant 2030

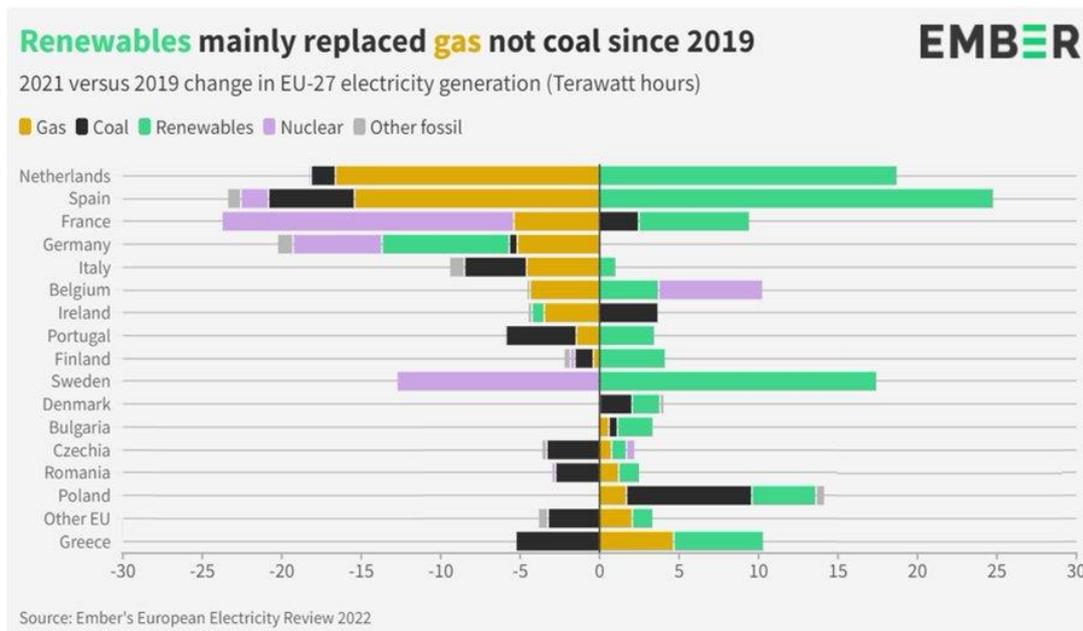
L'UE importe 90 % de son gaz naturel. Environ 45% proviennent de Russie, cette proportion variant selon les États membres. La Russie re-

So könnte der Westen weniger Öl verbrauchen

Geschätztes Öl-Einsparpotential in Industrieländern im Zeitraum von vier Monaten (in Mio. Barrel/Tag)



présente également 25% de toutes les importations de pétrole et 45% de toutes les importations de charbon. L'UE veut désormais s'éloigner plus rapidement que prévu du pétrole, du charbon et du gaz naturel de Russie ([NZZ](#), [paywall](#)). Le 8 mars, la [Commission européenne](#) a donc présenté un projet de plan "REPowerEU" visant à rendre l'Europe indépendante des combustibles fossiles en provenance de Russie bien avant 2030. Avant la fin de l'année, la demande de l'UE en gaz russe devrait être réduite de deux tiers. Il est prévu de diversifier l'approvisionnement en gaz en augmentant les importations de gaz naturel en provenance de fournisseurs non russes et en augmentant la production et l'importation de biométhane et d'hydrogène issus de sources renouvelables. Il est également prévu d'accélérer la conversion des systèmes de chauffage au gaz et au pétrole dans les bâtiments résidentiels et commerciaux en pompes à chaleur et d'améliorer l'efficacité énergétique de l'industrie. Le développement des énergies renouvelables et de l'électrification doit être poursuivi. Les Pays-Bas et l'Espagne montrent l'ampleur des résultats obtenus. Dans ces pays, la consommation de gaz naturel dans les secteurs de l'électricité a été réduite de 22 % et 17 % entre 2019 et 2021 grâce au développement des énergies renouvelables, comme l'explique l'analyste Dave Jones sur [Twitter](#).



A l'avenir, l'UE souhaite également acheter de grandes quantités de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis. Un accord entre le président américain Joe Biden et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen prévoit qu'à long terme, environ un tiers des importations actuelles de gaz russe sera remplacé par du gaz américain. Cette année, ce chiffre devrait déjà atteindre un dixième. Mais l'accord crée un dilemme, car il crée de nouvelles infrastructures qui pourraient lier plus longtemps l'Europe au gaz naturel et déclencher à nouveau un boom de la fracturation aux Etats-Unis (Bulletin d'information climatique du New York Times et de la NZZ (paywall)).

L'Allemagne adopte des mesures d'allègement et veut construire des terminaux GNL

L'Allemagne importe un tiers de son pétrole et 55% de son gaz naturel de Russie. Bien que le gazoduc Northstream 2, controversé depuis des années, ne soit désormais définitivement pas mis en service, l'Allemagne continue à s'approvisionner en gaz naturel auprès de la Russie, par le gazoduc Nord Stream 1 en mer Baltique, par le gazoduc Yamal ainsi que par les conduites traversant l'Ukraine (Deutschlandfunk).

L'objectif du gouvernement fédéral est de réduire la dépendance au gaz, au pétrole et au charbon de la Russie. Le gouvernement fédéral s'oppose toutefois à un embargo sur l'énergie. Malgré tout, le gouvernement souhaite diversi-

fier les importations le plus rapidement possible. Au début de l'année encore, on ne savait pas si un port pour le gaz naturel liquéfié serait un jour construit en Allemagne. Le gouvernement fédéral souhaite désormais cofinancer le terminal prévu à Brunsbüttel. D'autres sites ont également des projets dans ce sens. (Reporter climatique).

Une nouvelle étude importante menée par un groupe d'économistes allemands estime que la suppression des importations de gaz en provenance de Russie nécessiterait une réduction de la consommation de gaz d'environ 30 %. L'impact devrait être considérable, mais gérable. A court terme, l'arrêt des importations d'énergie russe réduirait le produit intérieur brut (PIB) de 0,5% à 3% (à titre de comparaison, la baisse du PIB était de 4,5% en 2020 pendant la pandémie).

Scholz et son cabinet prévoient une nouvelle révision de la loi afin de produire presque 100 % de l'électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2035. L'objectif net zéro pourrait ainsi être atteint dès 2045. La capacité éolienne terrestre devrait être plus que doublée d'ici 2030, la capacité éolienne offshore et la capacité photovoltaïque solaire devraient même être quadruplées. Le gouvernement fédéral veut en outre investir quatre milliards d'euros supplémentaires au cours des quatre prochaines années dans des mesures de protection des puits naturels de CO₂, tels que les forêts, les marais et les zones humides. Afin d'atténuer la pression

exercée par les prix élevés de l'énergie sur les consommateurs, le gouvernement allemand a annoncé plusieurs mesures, dont un forfait énergie de 300 euros pour tous les actifs, une réduction de la taxe sur l'énergie sur les carburants pendant trois mois et des tickets à prix réduit pour les transports publics. Une limitation de vitesse sur les autoroutes doit également être étudiée. Cela permettrait d'économiser 3,7 milliards de litres d'essence par an. Plus d'informations sur Deutschlandfunk [ici](#) et [ici](#).

L'approvisionnement en chaleur des bâtiments en Allemagne pourrait être entièrement assuré par des énergies renouvelables à partir de 2035. C'est la conclusion d'une nouvelle étude réalisée par l'institut Wuppertal à la demande de Greenpeace. Pour cela, il faut interdire l'installation de nouveaux chauffages au mazout et au gaz à partir de 2024 et l'exploitation des installations existantes progressivement jusqu'en 2035.

La sécurité alimentaire menacée par la guerre

La Russie et l'Ukraine sont considérées comme les greniers du monde, elles fournissent normalement environ un tiers du blé, 75% de l'huile de tournesol et près d'un cinquième du maïs commercialisés dans le monde. Mais les ports de la mer Noire ne peuvent plus être utilisés à cause de la guerre. Le commerce est pratiquement à l'arrêt. La culture est également fortement limitée par la guerre. Le Liban achète 90% de ses importations de blé à l'Ukraine. Pour la Syrie, la Libye et la Somalie également, l'Ukraine a été jusqu'à présent le principal fournisseur. Trouver un substitut est pratiquement impossible en raison de l'énorme augmentation des prix. Pour les pays émergents et en développement, la guerre en Ukraine rend le blé presque inabordable. La famine, l'instabilité politique et l'exode menacent. Selon le chef du Programme alimentaire mondial, David Beasley, la pénurie alimentaire risque de s'aggraver ([msn.com](https://www.msn.com), ecotopia.ua et [Zeit.de](https://zeit.de)).

Suisse : politique climatique et énergétique

En réaction à la guerre en Ukraine, le Conseil fédéral, les partis politiques et les ONG ont fait

de nombreuses interventions, parfois très différentes les unes des autres. En voici un aperçu, classé par source d'énergie.

Gaz naturel : le Conseil fédéral veut améliorer la sécurité d'approvisionnement pour l'hiver prochain. Différents offices doivent veiller à ce que le secteur gazier suisse puisse se procurer le plus rapidement possible du gaz, des capacités de stockage de gaz à l'étranger, du gaz liquide ainsi que les capacités de terminaux nécessaires à cet effet. Le secteur gazier peut se concerter à cet effet sans avoir à craindre les conséquences du droit de la concurrence.

Le PS veut que 100'000 chauffages à gaz soient remplacés en Suisse par des pompes à chaleur et des chauffages à bois en l'espace d'un an, ce qui correspond à un tiers des chauffages à gaz actuels. Selon le concept, les propriétaires de maisons devraient être soutenus à hauteur de 12'000 CHF. Les politiciens des Verts et du centre soutiennent la proposition publiée dans la Sonntagszeitung (paywall). Actuellement, la capacité d'installation de pompes à chaleur est toutefois limitée : Aujourd'hui déjà, il y a des délais d'attente de plusieurs mois, écrivent le Tages-Anzeiger et la NZZ (paywall). Et la main-d'œuvre qualifiée fait également défaut pour rendre les bâtiments compatibles avec le climat, explique le Tages-Anzeiger. C'est pourquoi la Confédération lance une offensive de formation afin d'améliorer l'attractivité des professions dans le secteur de la construction et de l'immobilier.

L'Alliance pour le climat propose une mesure plus rapide à mettre en œuvre : Dans sa campagne Turn Down the Gas !, elle appelle la population à baisser les chauffages à gaz ou à mazout à 20 degrés ou moins. Afin d'accélérer l'abandon des énergies fossiles, l'association Protection du climat Suisse a lancé une pétition.

La guerre en Ukraine jette également une nouvelle lumière sur les projets du Conseil fédéral de construire des centrales à gaz de réserve. Quelques jours seulement avant l'invasion russe, le Conseil fédéral avait décidé de préparer immédiatement un appel d'offres pour la construction de centrales de réserve. Il est prévu de construire deux à trois centrales à gaz d'une puissance totale allant jusqu'à 1000 mégawatts. Elles seront utilisées dans des situations exceptionnelles, c'est-à-dire lorsque le

marché de l'électricité n'est temporairement plus en mesure de couvrir la demande. Le Conseil fédéral veut en outre mettre en place une réserve de force hydraulique : Dès l'hiver prochain, les exploitants de centrales à accumulation seront obligés de retenir une certaine quantité d'énergie contre rémunération. Selon la Sonntagszeitung, le parti des Verts veut lutter contre les centrales à gaz. Les Verts estiment que les lacs de retenue existants disposent d'une capacité de stockage suffisante. Le parti veut intervenir au sein de la commission de l'environnement pour corriger le tir.

Essence et mazout : l'UDC, le PLR et le centre veulent atténuer la hausse des prix de l'essence et du mazout. Dans différentes motions, ils demandent une réduction temporaire de l'impôt sur les huiles minérales. Les partis ne sont pas d'accord sur l'ampleur de cette réduction. Aujourd'hui, un quart de l'impôt sur les huiles minérales est versé dans la caisse générale de la Confédération, les trois autres quarts étant affectés au trafic routier et aérien. L'UDC demande en outre que la déduction dans le cadre de l'impôt fédéral direct pour les navetteurs soit augmentée de 3000 à 6000 francs. Plus d'informations dans la NZZ (paywall).

Le président du parti des Verts, Balthasar Glättli, demande dans la NZZ am Sonntag (paywall) que la Confédération introduise des dimanches sans voiture afin d'économiser de l'essence. La dernière fois que cela avait été fait, c'était lors de la crise pétrolière des années 1970.

Energie solaire : la Fondation suisse de l'énergie demande un développement plus rapide des installations photovoltaïques. Une mesure consisterait à obliger les propriétaires de bâtiments à construire des installations photovoltaïques. En outre, les panneaux ne devraient pas seulement être installés sur les bâtiments existants, mais aussi le long des routes, sur les parkings, les murs antibruit ou encore en plein champ. La présidente de la Commission pour la protection de la nature et du paysage, la conseillère aux Etats du centre Heidi Z'graggen, demande dans la NZZ (paywall) un moratoire sur les installations solaires au sol dans les régions de montagne. Elle réagit ainsi à un projet à Gondo, en Valais, qui prévoit la plus grande installation solaire alpine de Suisse sur une surface équiva-

lente à 14 terrains de football. Plus d'informations dans le Tages-Anzeiger.

Initiative pour les glaciers

Le Conseil national rejette l'initiative sur les glaciers et soutient un contre-projet direct, comme l'avait proposé auparavant la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie. L'objectif net zéro d'ici 2050 doit certes être ancré dans la Constitution, mais on renonce à une interdiction complète des combustibles et carburants fossiles. Concrètement, la consommation ne doit être réduite que dans la mesure où cela est techniquement réalisable et supportable pour l'économie. L'association Protection du climat Suisse, qui a lancé l'initiative, a réagi, déçue. Elle demande maintenant au Conseil des Etats de formuler un contre-projet indirect avec une trajectoire de réduction ambitieuse. Cela permettrait de régler les mesures de protection du climat au niveau de la loi, ce qui serait plus rapide à mettre en œuvre. Un aperçu du débat au Conseil national sur SRE, la NZZ (paywall) et le Tages-Anzeiger.

Petite digression politique : quelle est la différence entre un contre-projet direct et un contre-projet indirect ? Dans le cas d'un contre-projet direct, le Parlement propose un autre article constitutionnel en réponse à une initiative. Si le comité d'initiative ne retire pas son initiative, l'initiative et le contre-projet sont soumis au vote en même temps. Dans le cas d'un contre-projet indirect, le Parlement propose une modification de la loi ou une nouvelle loi au lieu d'une modification de la Constitution. Comme il n'est pas nécessaire de modifier la Constitution, les modifications peuvent entrer en vigueur plus rapidement. Si le comité d'initiative ne retire pas une initiative, le contre-projet indirect n'entre en vigueur que si l'initiative est rejetée.

Quel est le budget carbone de la Suisse jusqu'en 2050 ?

Le Conseil fédéral a communiqué pour la première fois des chiffres concernant les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse d'ici 2050 si la stratégie climatique à long terme du Conseil fédéral est mise en œuvre. Selon la trajectoire de réduction des perspectives énergétiques 2050+ (scénario "ZERO Basis"), les émissions sont réduites de 50% d'ici 2030 et ramenées à zéro d'ici 2050. Sur cette trajectoire, la Suisse

émettra entre 2021 et 2050 des émissions de gaz à effet de serre d'un milliard de tonnes (équivalents CO₂), sur le territoire national et en incluant le trafic aérien.

En 2020, le budget mondial de CO₂ nécessaire pour atteindre l'objectif de 1,5 degré de l'accord de Paris avec une probabilité de deux tiers était encore de 400 milliards de tonnes. Si l'on répartit ce budget sur la population mondiale, la Suisse dispose encore d'environ 440 millions de tonnes d'émissions de CO₂. Si l'on tient compte de la responsabilité historique ou de la performance économique, le budget serait nettement inférieur. La répartition de ce budget entre les différents pays dépend de décisions politiques et éthiques. Il est clair que la Suisse ne pourra pas respecter son budget avec la stratégie climatique actuelle.

Une étude de l'Empa et de l'EPF de Lausanne met en évidence les efforts qui devraient être entrepris pour que la Suisse devienne neutre en termes de CO₂. A l'aide de différents scénarios, l'étude montre quels investissements doivent être réalisés dans l'énergie hydraulique, éolienne et solaire ainsi que dans les installations de stockage pour remplacer l'énergie fossile et les centrales nucléaires. Plus d'informations dans la NZZ am Sonntag (paywall).

Développement plus rapide des sources d'énergie non fossiles et lobbying de la droite

Le Conseil fédéral propose de simplifier et de rationaliser les procédures de planification et d'autorisation pour les installations les plus importantes de la force hydraulique et de l'énergie éolienne, afin que les installations d'énergie renouvelable puissent être réalisées plus rapidement.

Le Conseil fédéral veut également accélérer le développement du photovoltaïque. Les investissements dans les installations photovoltaïques devraient à l'avenir pouvoir être déduits fiscalement, même pour les nouvelles constructions, et l'autorisation des installations solaires sur les façades devrait être simplifiée. Le projet correspondant est mis en consultation jusqu'au 23 mai. Plus d'informations dans la NZZ (paywall).

Dans le Tages-Anzeiger, les communes critiquent le fait que leur autonomie serait ainsi

limitée. Dans la NZZ (paywall), les cantons de montagne déplorent que le droit de l'environnement soit affaibli. L'association économique swisscleantech salue en revanche les propositions du Conseil fédéral et voit de la place pour des compromis afin d'améliorer la protection de l'environnement d'un côté (augmentation des débits résiduels en été) et de l'affaiblir de l'autre (en termes de protection du paysage). Le WWF demande que les installations solaires soient financées à hauteur de leurs coûts et suggère d'imposer leur construction sur les bâtiments si cela est techniquement, économiquement et esthétiquement justifiable.

Les centrales nucléaires et le débat exagéré sur la "pénurie d'électricité"

L'UDC exige depuis longtemps déjà la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Désormais, le PRD n'exclut plus lui non plus la construction de nouveaux réacteurs à l'avenir. En février, les délégués ont approuvé une résolution sur l'énergie qui demande de créer les conditions juridiques permettant de construire "à long terme et si nécessaire une nouvelle génération de technologie nucléaire" afin d'assurer l'approvisionnement en électricité. Le parti avait encore soutenu l'interdiction de nouvelles centrales nucléaires inscrite dans la Stratégie énergétique 2050. Selon la Republik, c'est l'ancien réseau du lobby nucléaire qui est à l'origine du changement d'orientation du FDP.

Depuis 30 ans, les partisans des centrales nucléaires et les climato-sceptiques brandissent la menace d'une "pénurie d'électricité" pour empêcher le développement des énergies renouvelables et affaiblir les préoccupations environnementales. Après le non à la loi sur le CO₂ et la rupture des négociations sur le contrat-cadre de l'UE (et donc la fin d'un accord sur l'électricité au sein de l'UE), le débat a pris de l'ampleur. Les recherches de la Republik et de la NZZ am Sonntag (paywall) montrent comment les partis bourgeois, les représentants de l'économie et les lobbyistes tentent de renforcer leur position.

L'agence de relations publiques Furrerhugi à Berne joue un rôle clé. Elle a réuni des entreprises du secteur de l'énergie et des associations professionnelles pour fonder l'"Alliance pour la sécurité de l'approvisionnement". Les parties intéressées veulent notamment affaiblir les

dispositions environnementales en vigueur. Ainsi, la protection des biotopes d'importance nationale doit être affaiblie dans la nouvelle "loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité issue d'énergies renouvelables". La commission de l'environnement du Conseil des Etats a entamé fin janvier des négociations sur cet acte dit "enveloppe". La Stratégie énergétique 2050, approuvée par le peuple en 2016, protège ces surfaces de toute atteinte. Une initiative populaire est en outre prévue pour produire de l'électricité également dans les biotopes d'importance nationale. Dans ce contexte, il est intéressant de lire dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) que des entreprises d'électricité ne construisent pas des projets déjà approuvés pour des raisons économiques, notamment une surélévation du barrage du lac de Göschenalp.

Des étés plus secs

Les étés suisses sont devenus nettement plus secs au cours des 40 dernières années. Alors que l'espace alpin n'a pratiquement pas connu de sécheresse estivale entre 1976 et 2003, plusieurs sécheresses se sont produites depuis lors. Selon une [étude de MétéoSuisse](#) et de l'EPF de Zurich, deux facteurs contribuent à ce phénomène : d'une part, la légère diminution des précipitations et, d'autre part, l'augmentation de l'évaporation. Le bilan hydrique (précipitations moins évaporation) pendant le semestre d'été est passé d'un excédent d'eau (environ 50 mm) dans les années 1980 à un déficit d'eau (100 mm). A titre de comparaison, les précipitations sur le Plateau atteignent en moyenne entre 1000 et 1500 mm par an.

Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat

D'ici 2050, les déchets doivent également être éliminés en Suisse de manière climatiquement neutre. Les usines d'incinération des ordures ménagères (UIOM) émettent aujourd'hui environ 5 pour cent des gaz à effet de serre de la Suisse. La Confédération et l'association des UIOM ont conclu un [nouvel accord](#) sur la manière d'atteindre cet objectif. Les exploitants s'engagent à mettre en service une première installation de captage, de stockage et d'utilisation du CO₂ d'ici 2030 au plus tard. Pour ce faire, il est également nécessaire de construire une infrastructure permettant de transporter et

de stocker définitivement le CO₂ capté. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

En avril 2020, le Gouvernement jurassien a annoncé qu'il allait abroger l'autorisation du projet de géothermie profonde dans la commune de Haute-Sorne. Le [projet](#) doit maintenant être [poursuivi](#), mais avec des conditions de sécurité supplémentaires. La chaleur issue des roches du sous-sol jurassien devrait à terme permettre d'alimenter 6000 foyers en électricité. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Le canton de Zurich veut si possible ne plus émettre de gaz à effet de serre d'ici 2040 ou au plus tard 2050. L'horizon temporel exact est à définir, car les émissions de gaz à effet de serre ne peuvent pas être totalement évitées, notamment dans l'agriculture. Le Conseil d'Etat a défini cet objectif dans sa "[stratégie climatique à long terme](#)". Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) et [nau.ch](#).

Politique climatique européenne

Les vagues de chaleur mettent en danger des vies humaines en Europe

Les événements extrêmes liés aux conditions météorologiques et au climat ont causé des pertes économiques d'environ 500 milliards d'euros en Europe au cours des 40 dernières années. Il s'agit entre autres de tempêtes, de vagues de chaleur, d'inondations et de sécheresses. Les phénomènes météorologiques extrêmes ont en outre entraîné entre 85 000 et 145 000 décès, dont plus de 85 % sont survenus pendant des vagues de chaleur. L'étude a été réalisée par l'[Agence européenne pour l'environnement](#), qui a analysé les données des pays de l'UE ainsi que de l'Islande, de la Norvège, de la Suisse et de la Turquie. L'agence prévient que ces événements, qui causent déjà de gros dommages aujourd'hui, deviendront encore plus fréquents et plus intenses avec le changement climatique. Les pertes économiques les plus importantes ont été enregistrées en Allemagne, en France et en Italie. Par habitant, c'est en Suisse que les dommages ont été les plus importants, avec plus de 2000 euros.

La France veut développer rapidement l'énergie nucléaire, la Belgique prolonger son exploitation

Le président français Emmanuel Macron veut une "renaissance" de l'industrie nucléaire française. Cela doit permettre au pays de ne plus dépendre des énergies fossiles et d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Macron a annoncé que la France allait commander six réacteurs nucléaires au groupe Électricité de France, propriété de l'État. La construction de huit autres centrales sera étudiée. Le prédécesseur de Macron, François Hollande, souhaitait sortir progressivement de l'énergie nucléaire. La centrale controversée de Fessenheim, en Alsace, a été mise hors service en 2020. Macron veut laisser fonctionner toutes les autres installations. Plus d'informations dans le [Guardian](#).

La Belgique veut prolonger de dix ans la durée de vie de deux de ses sept réacteurs nucléaires. Le pays souhaite ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles étrangers. Il était prévu d'abandonner complètement l'énergie nucléaire d'ici 2025. La sortie du nucléaire, qui avait déjà été décidée par une loi en 2003, devait être compensée par un recours accru au gaz ([NZZ](#), paywall).

Les émissions de gaz à effet de serre de l'Allemagne repartent à la hausse

Alors que les émissions de CO₂ avaient diminué de près de 9% en 2020 en raison de la pandémie, elles ont augmenté de 4,5% en 2021 selon l'[Agence fédérale de l'environnement](#). Depuis 1990, les émissions ont baissé de près de 39% en Allemagne. D'ici 2030, elles devraient être réduites de 65%. Pour atteindre ces objectifs, les émissions doivent désormais baisser de 6% par an. Depuis 2010, elles n'ont même pas atteint 2% de baisse en moyenne ([Klimareporter](#)).

Politique climatique internationale

Les programmes de relance face au Covid-19 ont peu profité au climat

Peu après l'apparition de la pandémie de Covid-19, des programmes de relance ont été lancés et des climatologues ainsi que l'Agence internatio-

nale de l'énergie ont appelé à utiliser les fonds pour passer aux sources d'énergie renouvelables. Une [analyse publiée dans Nature](#) montre aujourd'hui que cette occasion a été manquée. Sur les 14 milliards de dollars que les 20 plus grands pays industrialisés ont investi dans des programmes d'aide en 2020 et 2021, seuls 6% ont été consacrés à des projets de réduction des gaz à effet de serre (électromobilité, bâtiments énergétiquement efficaces, promotion des énergies renouvelables). 3% des programmes de reconstruction sont allés sous forme de subventions à l'industrie du charbon et à d'autres programmes qui ont augmenté les émissions de CO₂. Pour en savoir plus, voir le [Tages-Anzeiger](#) et le [Guardian](#).

Les grandes entreprises en promettent trop avec leurs objectifs climatiques

De nombreux grands groupes veulent devenir climatiquement neutres - Unilever, Ikea ou Novartis déjà d'ici 2030, d'autres comme Nestlé ou Volkswagen d'ici 2050. Le [think tank](#) allemand [New Climate Institute](#) a examiné les objectifs climatiques de 25 grandes entreprises dans le monde ; ensemble, elles émettent environ 5% des gaz à effet de serre dans le monde. La conclusion est décevante : les entreprises promettent beaucoup trop. Douze des entreprises étudiées ne donnent pas d'indications claires sur leurs engagements de réduction. Les 13 autres, qui veulent devenir "climatiquement neutres", ne réduisent leurs émissions que de 40% en moyenne. A cela s'ajoute le fait que de nombreuses entreprises veulent compenser les émissions par l'achat de certificats au lieu de réduire leurs propres émissions dans la mesure nécessaire. Plus d'informations dans le [Guardian](#).

Nouveau rapport du GIEC tire la sonnette d'alarme, une fois de plus

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été publié fin février 2022. Ce rapport de plus de 3000 pages résume les résultats de la recherche sur les effets du changement climatique sur l'homme, les écosystèmes et la biodiversité, et met en évidence les possibilités et les

limites des adaptations au changement climatique. Le premier rapport de l'AR6 a été publié en août 2021. Il analysait comment et pourquoi le climat de la Terre changeait.

Le nouveau rapport met en garde contre les risques importants que représentent les retards dans la mise en œuvre de mesures climatiques impactantes. Plus la Terre se réchauffe, plus il est difficile de prendre des mesures d'adaptation efficaces. Environ 3,3 à 3,6 milliards de personnes, soit plus d'un tiers de l'humanité, vivent dans des conditions et dans des régions fortement menacées par le changement climatique. En raison de l'insécurité alimentaire, de la pénurie d'eau et de la chaleur insupportable, le changement climatique peut aggraver les crises et les conflits existants ainsi que les crises des réfugiés. Les pays pauvres sont beaucoup plus touchés que les pays riches.

Faim et pénurie d'eau

Le changement climatique aura un impact négatif croissant sur la production alimentaire et l'accès à la nourriture, en particulier dans les régions vulnérables, mettant ainsi en péril la sécurité alimentaire. Selon le rapport, des millions de personnes sont déjà exposées à une insécurité alimentaire aiguë et à une diminution de la sécurité de l'eau en raison de l'augmentation des phénomènes météorologiques et des événements extrêmes.

Maladies et décès prématurés

Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes "entraîneront une augmentation considérable des maladies et des décès prématurés à court et à long terme". Environ 50 à 75% de la population mondiale pourrait être exposée d'ici 2100 à des périodes de "conditions climatiques potentiellement mortelles" en raison de la chaleur et de l'humidité extrêmes. Une grande partie de la biodiversité est également menacée par le changement climatique.

Conséquences irréversibles

Le rapport avertit que même un réchauffement de la planète temporaire de plus de 1,5°C entraînerait des conséquences graves qui seraient irréversibles pendant des siècles, voire des millénaires, ou totalement irréversibles en ce qui concerne l'extinction des espèces. Si les émis-

sions mondiales de gaz à effet de serre restent au niveau actuel, le réchauffement planétaire augmentera probablement déjà de 1,5°C d'ici 2035.

Conclusion

Le résumé pour les décideurs politiques se termine par la déclaration suivante : "Les preuves scientifiques sont claires : le changement climatique est une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète. Si les mesures mondiales d'adaptation et d'atténuation du changement climatique sont retardées, nous manquerons la petite fenêtre d'opportunité restante qui nous permettrait d'assurer un avenir viable et durable pour tous".

António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a été encore plus clair lors de la conférence de presse : "J'ai vu beaucoup de rapports scientifiques dans ma vie, mais aucun comme celui-ci. Le rapport du GIEC d'aujourd'hui est un atlas de la souffrance humaine et un réquisitoire accablant contre l'échec des politiques climatiques. Ce rapport montre, faits à l'appui, comment les hommes et la planète sont affectés par le changement climatique. Près de la moitié de l'humanité vit dans la zone de danger - maintenant. Pour de nombreux écosystèmes, il n'y a pas de retour en arrière possible - maintenant. La pollution incontrôlée au CO₂ contraint les plus faibles de la planète à une marche forcée vers leur perte - maintenant. Les faits sont indéniables. Les plus grands pollueurs de la planète se rendent coupables d'avoir mis le feu à notre seule terre [...]. L'objectif de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré doit absolument être atteint [...]. "

Sources :

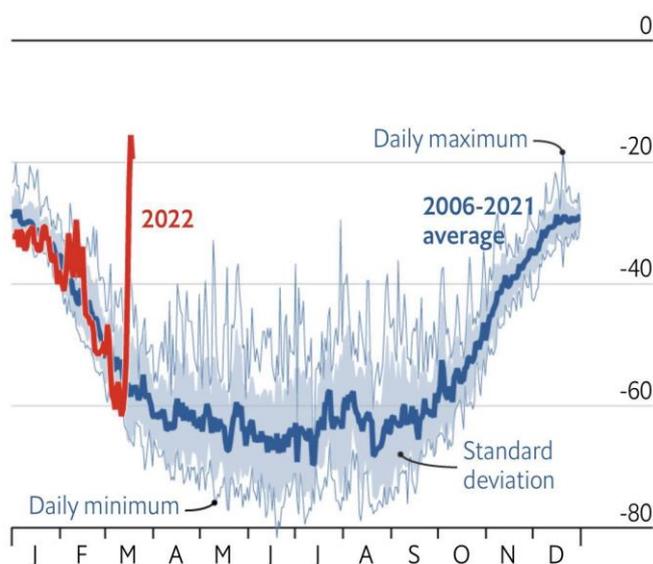
- <https://www.ipcc.ch>
- <https://www.carbonbrief.org>
- <https://www.climatechangenews.com>
- <https://www.ciel.org>
- <https://www.theguardian.com>

Du nouveau sur le changement climatique

Moins de banquise et une chaleur record dans l'Arctique et l'Antarctique

Fin février 2022, l'étendue de la banquise autour de l'Antarctique a atteint son niveau le plus bas depuis le début des relevés il y a plus de 40 ans, soit 1,9 million de km². C'est 10% de moins qu'en 2017, année où la valeur la plus basse avait été mesurée. Sur l'ensemble du mois de février, l'étendue était inférieure d'environ un quart à la moyenne des années 1991 à 2020, selon l'[agence européenne pour le climat Copernicus](#). Selon les chercheurs, ce recul a été en partie causé par des vents forts qui ont poussé la glace vers des eaux plus chaudes où elle a fondu. Dans l'Arctique, l'étendue de la banquise était inférieure de 2 % à la moyenne à long terme. Pour en savoir plus, consultez [Nature](#) et le [New York Times](#).

Antarctica, daily average temperature, Concordia station, °C



En mars, des températures records ont été enregistrées dans l'Arctique et l'Antarctique. Les stations météorologiques situées à proximité du pôle Nord ont enregistré des températures dépassant parfois de 30 °C la normale. Dans l'Antarctique, il a même fait jusqu'à 40 °C de plus que la normale pour la saison, rapportent le [Guardian](#) et le [Tages-Anzeiger](#).

Quelques jours après des températures records, la plate-forme glaciaire de Conger s'est effondrée

à l'est de l'Antarctique, comme le montrent les [données satellites](#). La plate-forme glaciaire faisait 1200 kilomètres carrés de surface. Selon les chercheurs de la Nasa, il s'agit du plus grand effondrement de masse de glace en Antarctique depuis l'an 2000. L'effondrement complet de la plate-forme glaciaire Conger pendant des températures inhabituellement élevées est "un signe de ce qui peut encore arriver."

La menace d'incendies de forêt extrêmes augmente

Dans un nouveau rapport, le PNUE, l'organisation des Nations unies pour l'environnement, met en garde contre la menace croissante des [incendies de forêt extrêmes](#). D'ici la fin du siècle, les forts incendies de forêt, comme ceux qui ont récemment touché la Californie et la Sibérie, augmenteront de 50 %. L'Arctique et d'autres régions qui n'étaient pas touchées par les feux de forêt auparavant pourraient également être dévastées. Selon le rapport, le changement climatique et les incendies de forêt se renforcent mutuellement. Le changement climatique entraîne une augmentation de la sécheresse, des températures élevées de l'air, des éclairs et des vents forts, ce qui accroît la probabilité et l'intensité des incendies de forêt. "Le réchauffement de la planète transforme les paysages en boîtes d'allumettes", avertissent les chercheurs. Inversement, les incendies de forêt libèrent de grandes quantités de CO₂ dans l'atmosphère lorsque les forêts tropicales et les tourbières sont détruites. Pour en savoir plus, consultez le [Guardian](#) et le site [Klimareporter](#).

Les incendies de forêt extrêmes constituent également une menace pour la couche d'ozone. Ainsi, les feux intenses en Australie ont entraîné une diminution de la couche d'ozone, comme le montre une [nouvelle étude](#). Si la fumée des incendies de forêt extrêmes s'élève jusqu'à la stratosphère, cela pourrait réduire à néant des années de progrès dans la reconstitution de la couche d'ozone, avertissent les chercheurs. Plus d'informations sur [Inside Climate Change](#).

L'Amazonie et le permafrost risquent d'atteindre leur point de basculement

Les chercheurs avertissent depuis longtemps qu'une grande partie de l'Amazonie pourrait se transformer en savane si les "points de basculement" étaient atteints. Une [analyse de don-](#)

nées satellites montre désormais que la forêt amazonienne se rapproche de ce point de basculement. Au cours des 20 dernières années, plus des trois quarts de la forêt vierge ont perdu leur capacité à se remettre des sécheresses et autres phénomènes météorologiques extrêmes. Les zones qui ont le plus perdu en stabilité sont celles qui se trouvent à proximité des terres agricoles, des routes et des villes, ainsi que les régions qui deviennent de plus en plus sèches. La destruction de l'Amazonie est de plus en plus probable, ce qui aurait de profondes répercussions sur la biodiversité, le stockage du CO₂ et le changement climatique. Pour en savoir plus, consultez Carbon Brief et le Guardian.

Les sols tourbeux du permafrost en Europe sont également menacés. Selon une nouvelle étude, même si le réchauffement climatique n'est que modéré, il y a un risque que dans de grandes parties de l'Europe du Nord et de la Sibérie occidentale, un seuil soit franchi à partir duquel les sols ne pourront plus se rétablir. D'énormes quantités de CO₂ seraient alors libérées. Les zones de permafrost européennes s'étendent sur plus de 1,4 million de kilomètres carrés et contiennent deux fois plus de CO₂ que ce qui est stocké dans les forêts européennes. On ne sait pas encore quelle quantité de ce gaz est libérée dans l'atmosphère, ni dans quel délai. Pour en savoir plus, consultez Carbon Brief.

Douze arguments typiques contre la protection du climat - et comment y répondre (en allemand)

En 2020, un groupe de recherche a analysé les débats actuels sur la protection du climat sous le titre "Discourses of climate delay" et a élaboré une typologie des arguments les plus courants qui bloquent les mesures efficaces pour endiguer la crise climatique. Un article du média en ligne allemand Perspective Daily montre aujourd'hui comment reconnaître ces arguments et comment y réagir pour mener des débats constructifs. Cela va de l'argument du profiteur (tant que tous les pays ne réduisent pas les émissions de CO₂, cela vaut la peine pour certains de ne rien faire) à l'optimisme technologique en passant par l'argument selon lequel la protection du climat est injuste et pèse le plus sur les personnes les plus pauvres.

Merci et salutations chaleureuses de la part d'Anja et Thomas !

N'hésitez pas à faire circuler le journal sur le climat.

Si tu n'es pas encore sur la liste de diffusion, tu peux t'y abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>



New Yorker